



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 10 AVRIL 2019

REDUIRE L'USAGE DE PESTICIDES DE 25% EN 1 AN, LE DEFI (PRESQUE) INTENABLE DU GOUVERNEMENT

Après 7 ans d'augmentation de la consommation des pesticides en France (+12,4%), la tendance semblerait enfin s'inverser. C'est ce qu'ont annoncé ce matin les 6 Ministres réunis pour présenter le nouveau plan de réduction des pesticides, baptisé Ecophyto 2+. Cependant, les 2% de réduction de consommation des pesticides annoncés pour l'année 2017 par rapport à 2016 laissent France Nature Environnement sceptique. Comment, à ce rythme, atteindre les objectifs de réduction de l'usage des pesticides de -25% en 2020, et -50% en 2025 ? Le gouvernement a intégré 2 propositions phares de France Nature Environnement à son nouveau plan, une petite avancée. Celle-ci permettra-t-elle enfin d'accélérer la cadence ? Rien n'est moins sûr.

Des mesures trop sporadiques pour une véritable transition agroécologique

Fort du constat d'échec face à l'augmentation continue de la consommation de pesticides en France, le gouvernement a aujourd'hui proposé une nouvelle version de son plan national : le Plan Ecophyto 2+. France Nature Environnement, qui espérait des annonces concrètes et efficaces face à une demande croissante des citoyens de sortir au plus vite des pesticides (avec notamment l'[Appel des Coquelicots](#)) et après le scandale sanitaire d'ampleur qu'a été celui du [Métam-Sodium](#), est ressortie peu rassurée. La présentation était partielle, non finalisée et des indicateurs de suivi étaient manquants.

Deux mesures portées de longue date par France Nature Environnement font leur apparition dans le nouveau plan : l'augmentation de la taxe sur les pesticides (la redevance pour la pollution diffuse), et la [séparation vente/conseil de pesticides](#). Ces avancées suffiront-elles ? Aucun nouveau levier réglementaire n'a été proposé ; et si des résultats prometteurs ont été observés dans les 3 000 fermes du réseau Dephy, les bonnes pratiques de ces agriculteurs engagés sont trop peu diffusées. Insuffisamment en tout cas, pour que les 450 000 exploitations françaises puissent se les approprier. Pour France Nature Environnement, il est également nécessaire que des mesures claires pour la protection des riverains soient rapidement mises en œuvre sur le terrain. Le gouvernement promet de nouvelles annonces d'ici la fin de l'année : c'est trop lent.

Des millions dépensés sans succès : exigeons la transparence sur l'utilisation du budget

Un demi-milliard d'euros a déjà été alloué aux plans Ecophyto sur 10 ans, sans résultats probants. Pour un meilleur suivi de la répartition des financements et des résultats, le plan comporte dorénavant des « contrats d'engagement ». Une mesure de bon sens pour **Cécile Claveirole, responsable des questions agricoles à France Nature**



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Environnement : « sans réel contrôle et transparence sur l'allocation et le suivi des financements, adossé à des indicateurs de résultats, cette nouvelle version du plan sera vaine. Les parties prenantes ne respectant pas leurs engagements seront-elles sanctionnées ? Nous devons absolument sortir de la consommation de pesticides en France, il en va de la santé des riverains, des consommateurs et des agriculteurs, de la biodiversité en déclin et des pollutions de l'eau et de l'air ! »

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 71 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, Facebook et Twitter (@FNEasso).